

Lituanie

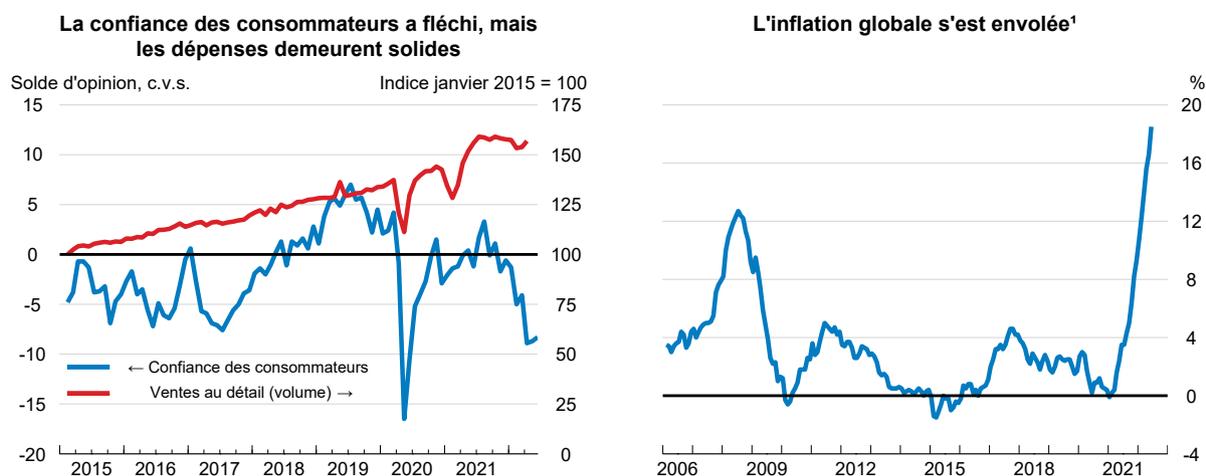
Dans un contexte où la guerre en Ukraine pèse sur la confiance, affaiblit les marchés extérieurs et aggrave les difficultés d'approvisionnement, la Lituanie devrait voir sa croissance ralentir pour s'établir à 1.8 % en 2022, et à 1.6 % en 2023. L'activité intérieure restera soutenue par la solide progression des salaires, le rattrapage de la demande et les entrées de fonds de l'Union européenne, mais le niveau élevé des prix de l'énergie et l'incertitude accrue freinera les dépenses privées. Les conditions sur le marché du travail resteront tendues malgré le ralentissement de l'activité, en raison de fortes pénuries de compétences.

Le soutien budgétaire amortit l'impact de la hausse des prix de l'énergie sur les ménages et les entreprises. Un rééquilibrage de ce soutien en faveur de mesures ciblant les foyers à faible revenu, parallèlement au dé plafonnement des prix de l'énergie, renforcerait l'efficacité de l'action publique. Des réformes structurelles, qui stimulent la transformation numérique en favorisant le développement des compétences requises et l'adoption à plus grande échelle des technologies de pointe dans les petites entreprises, sont essentielles pour gagner en productivité. Accroître encore l'indépendance énergétique est nécessaire à la résilience de l'économie et à la croissance durable.

L'activité est restée dynamique malgré des facteurs d'adversité

L'activité économique a enregistré une croissance solide au premier trimestre de 2022, portée par les exportations et l'investissement et malgré le repli observé dans la confiance des entreprises et l'éclatement de la guerre en Ukraine. La confiance des consommateurs s'est dégradée en raison d'une nouvelle poussée épidémique du COVID-19 au début de 2022 et de l'envolée des prix de l'énergie. L'augmentation rapide des salaires et l'utilisation d'une partie de l'épargne accumulée depuis le début de la crise sanitaire ont limité la contraction de la consommation privée. L'inflation globale, qui était déjà élevée, a encore augmenté au début de 2022, atteignant 18.5 % en mai, en grande partie à cause de la montée des prix de l'énergie et de l'alimentation. Les tensions sous-jacentes sur les prix se sont aussi intensifiées, les prix des services progressant rapidement à la faveur du dynamisme de la demande intérieure.

Lituanie



1. Les chiffres de l'inflation pour le mois de mai 2022 sont préliminaires.

Source : OCDE, base de données des Principaux indicateurs économiques ; et Banque centrale européenne (BCE).

Lituanie : Demande, production et prix

	2018	2019	2020	2021	2022	2023
	Prix courants milliards de EUR	Pourcentage de variation, en volume (prix de 2015)				
Lituanie						
PIB aux prix du marché	45.5	4.6	-0.1	5.0	1.8	1.6
Consommation privée	28.0	3.1	-2.1	7.3	2.1	1.6
Consommation publique	7.5	-0.3	-0.4	0.5	0.3	0.2
Formation brute de capital fixe	9.5	6.6	-1.8	7.0	3.9	4.4
Demande intérieure finale	45.0	3.3	-1.7	5.9	2.1	1.9
Variation des stocks ¹	- 0.3	-1.7	-1.9	-0.6	-1.2	0.0
Demande intérieure totale	44.7	1.6	-3.7	5.8	1.1	1.8
Exportations de biens et services	34.2	9.9	0.4	15.9	-1.9	0.5
Importations de biens et services	33.4	6.1	-4.4	18.7	-2.7	0.8
Exportations nettes ¹	0.8	3.0	3.5	-0.3	0.5	-0.2
<i>Pour mémoire</i>						
Déflateur du PIB	—	2.7	1.5	6.5	12.7	7.5
Indice des prix à la consommation harmonisé	—	2.2	1.1	4.6	15.6	7.9
IPCH sous-jacent ²	—	2.3	2.6	3.4	8.6	7.2
Taux de chômage (% de la population active)	—	6.3	8.5	7.1	7.2	7.4
Taux d'épargne nette des ménages (% du revenu disponible)	—	-0.2	9.0	4.4	-0.8	-1.7
Solde financier des administrations publiques (% du PIB)	—	0.5	-7.3	-1.0	-4.7	-2.9
Dette brute des administrations publiques (% du PIB)	—	44.5	55.5	51.4	50.5	51.0
Dette brute des administrations publiques, définition Maastricht ³ (% du PIB)	—	35.9	46.6	44.3	43.4	43.9
Balance des opérations courantes (% du PIB)	—	3.5	7.3	1.3	-2.9	-2.8

1. Contributions aux variations du PIB en volume, montant effectif pour la première colonne.

2. Indice des prix à la consommation harmonisé, hors alimentation, énergie, alcool et tabac.

3. Selon la définition de Maastricht, la dette des administrations publiques comprend uniquement les crédits, les titres de créance et les numéraires et dépôts, la dette étant exprimée en valeur nominale et non à sa valeur de marché.

Source: Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 111.

StatLink  <https://stat.link/m5168b>

La guerre en Ukraine et les sanctions qu'elle a déclenchées à l'encontre de la Russie pèsent sur les exportations de la Lituanie, notamment dans les services de transport. En dépit de liens qui se dénouent progressivement depuis une dizaine d'années, la Russie représentait 11 % des exportations totales de biens de la Lituanie en 2021 (il s'agissait pour l'essentiel de réexportations) et 12 % de ses importations totales, demeurant ainsi l'un des principaux partenaires commerciaux de la Lituanie. Par ailleurs, la Lituanie est très dépendante des importations d'énergie et demeure donc vulnérable face à des chocs d'offre, même si elle a arrêté d'importer du gaz et du pétrole en provenance de Russie au début d'avril 2022. La Lituanie utilise actuellement du gaz naturel liquéfié du terminal de Klaipėda et a diversifié ses sources d'importations pétrolières. À la fin mai 2022, la Lituanie avait accueilli plus de 54 000 réfugiés ukrainiens (soit 2 % de sa population totale). Le gouvernement a rapidement pris des mesures pour leur accorder des aides sociales et leur ouvrir l'accès au marché du travail.

La politique budgétaire contribue à atténuer les conséquences économiques de la guerre

Le projet révisé de budget pour 2022 intègre des mesures équivalent à 1.2 % du PIB, qui visent à atténuer l'impact de la hausse des prix de l'énergie sur les ménages et les entreprises. Ces mesures font partie d'un dispositif budgétaire complet annoncé au début d'avril 2022 dans l'objectif d'alléger les tensions inflationnistes (y compris en plafonnant les prix de l'énergie), d'accroître l'efficacité énergétique et de renforcer l'indépendance en la matière. Le projet de budget révisé prévoit en outre des aides pour les réfugiés ukrainiens (à hauteur de 0.6 % du PIB) et envisage une augmentation des dépenses de défense. Les entreprises et les ménages percevront une compensation de la hausse des prix de l'énergie, sur la fraction allant au-delà de 40 % de cette hausse. Le dispositif de soutien apporté aux ménages vulnérables pour faire face au renchérissement de l'énergie prévoit un relèvement du revenu non imposable, une revalorisation de l'allocation de chauffage versée sous conditions de ressources et une augmentation des pensions de retraite. Dans ce contexte, l'orientation budgétaire devrait être très expansionniste cette année, avant de connaître un resserrement en 2023 du fait de l'expiration des mesures temporaires. Ce resserrement de la politique budgétaire, sous réserve d'une aide supplémentaire aux ménages vulnérables et aux entreprises, se justifie pour réduire le risque de voir les tendances inflationnistes persister. Un rééquilibrage de ce soutien en faveur de mesures ciblant les foyers à faible revenu, parallèlement au déplafonnement des prix de l'énergie, renforcerait l'efficacité de l'action publique.

La croissance restera modérée

La croissance ralentira en 2022, la guerre en Ukraine affectant la demande intérieure en raison de l'incertitude géopolitique accrue et de l'aggravation des difficultés d'approvisionnement, tout en accélérant une inflation déjà élevée. La croissance de la production restera en demi-teinte en 2023, même si l'investissement s'accélère grâce à l'absorption des fonds de l'Union européenne et à la mise en œuvre du programme d'investissement pluriannuel du gouvernement. L'inflation globale reculera, mais demeurera élevée du fait de l'embargo de l'UE sur le pétrole russe, qui prendra effet en 2023. Les salaires réels continueront de baisser, quoique à un rythme plus lent. Une diminution du ratio d'épargne des ménages soutiendra la consommation. Le taux de chômage augmentera à cause du ralentissement de l'activité, même si l'ampleur des pénuries de compétences maintiendra le marché du travail en tension. Les risques entourant les projections concernent principalement l'évolution de la guerre en Ukraine et des sanctions contre la Russie, en raison des liens commerciaux. Les risques de divergence à la hausse tiennent à une utilisation plus rapide que prévu des fonds de la Facilité pour la reprise et la résilience de l'UE et à une insertion des réfugiés ukrainiens sur le marché du travail également plus rapide que prévu, ce qui pourrait alléger les pénuries de compétences et les tensions sur les salaires.

Assurer une croissance solide et durable

Des mesures de renforcement de l'indépendance énergétique sont essentielles à la résilience économique et à une croissance durable. Il convient de saluer le dispositif budgétaire complet d'avril 2022 visant à promouvoir l'efficacité énergétique par la rénovation des immeubles collectifs, et à encourager la production d'énergie solaire et éolienne ainsi que le stockage d'électricité. Assurer la croissance à long terme nécessitera aussi une plus forte productivité. À cet égard, il faudra favoriser la transformation numérique. Il existe une marge pour accroître encore l'investissement dans l'innovation et encourager l'adoption du numérique par les petites entreprises, notamment en réduisant les disparités qui subsistent dans les infrastructures numériques et en améliorant l'accès des jeunes entreprises innovantes au financement. Les réformes de l'éducation doivent être poursuivies afin de garantir une offre de compétences solides et appropriées à l'ère numérique. Il est également indispensable de veiller à ce que les avantages de la transformation numérique soient largement partagés.



Extrait de :
OECD Economic Outlook, Volume 2022 Issue 1

Accéder à cette publication :
<https://doi.org/10.1787/62d0ca31-en>

Merci de citer ce chapitre comme suit :

OCDE (2022), « Lituanie », dans *OECD Economic Outlook, Volume 2022 Issue 1*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: <https://doi.org/10.1787/2621879d-fr>

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document, ainsi que les données et cartes qu'il peut comprendre, sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région. Des extraits de publications sont susceptibles de faire l'objet d'avertissements supplémentaires, qui sont inclus dans la version complète de la publication, disponible sous le lien fourni à cet effet.

L'utilisation de ce contenu, qu'il soit numérique ou imprimé, est régie par les conditions d'utilisation suivantes :
<http://www.oecd.org/fr/conditionsdutilisation>.